



Assemblée Générale des personnels de l'Université de Caen

Depuis la mise en place de la loi Libertés et Responsabilités des Universités et le passage aux Responsabilités et Compétences Élargies, notre université devenue « autonome » est confrontée à un **déficit budgétaire sans précédent**, tout comme beaucoup d'universités françaises. Notre Président, Pierre Sineux, et son équipe ont choisi de poursuivre l'orientation gestionnaire qui consiste à appliquer nous-mêmes les coupes budgétaires que le gouvernement n'ose pas assumer lui-même.

Dans ce contexte de pénurie, la direction de l'Université de Caen propose d'ici à 2016 une série de mesures visant à retrouver l'équilibre budgétaire :

- Fermer des filières et des options à faible effectif ;
- Ne pas remplacer plus d'une centaine de postes BIATSS contractuels ;
- Supprimer plus d'une centaine de postes d'enseignants chercheurs ;
- Supprimer les postes d'ATER à mi-temps et remettre en cause les missions d'enseignements pour les doctorants contractuels ;
- Réduire les crédits de fonctionnement des composantes et des unités de recherche.

Ces choix politiques locaux auraient pour conséquences directes :

- Fusions d'UFR et réduction des plans de formation ;
- Explosion des effectifs en cours ;
- Recours massif aux heures supplémentaires ;
- Déséquilibre des missions des enseignants-chercheurs ;
- Restriction de l'insertion professionnelle des jeunes docteurs ;
- Dégradation des conditions de travail des personnels et des étudiants.

Ces propositions de la direction de l'Université de Caen sont inacceptables ! Les restrictions budgétaires, les suppressions d'emplois et les restructurations internes ne permettront pas de résoudre la crise structurelle que traverse l'Université et auront pour conséquences de **remettre en cause radicalement nos conditions de travail et l'exercice de nos missions de service public d'enseignement et de recherche.**

Par ailleurs, le **maintien de l'asphyxie budgétaire des universités, l'absence de plan pluriannuel de création d'emplois, permettant en particulier de résorber la précarité, et le projet de loi sur l'Enseignement Supérieur et la Recherche (loi Fioraso) de l'actuel gouvernement** tendent à confirmer les **orientations libérales** de ces dernières années.

Face à cette situation dramatique, engendrée par les choix politiques du ministère et appliquée par la direction de l'Université, **nous appelons les personnels à s'organiser et à lutter et proposons :**

**Assemblée Générale des personnels
Mardi 14 mai à 13h00
Amphithéâtre Poincaré – Sciences A (1^{er} étage)**